



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Compte-rendu : Résultats de l'enquête auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales PCQVP 2021

Juillet 2021

Introduction

L'enquête annuelle réalisée auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales de Publiez Ce Que Vous Payez (PCQVP) contribue au **suivi de l'activité, de l'impact, de la connectivité et de l'inclusivité du réseau**. L'enquête du mois d'avril 2021 fait suite à la première [enquête de « référence »](#) de mars 2020. Elle a été menée par le secrétariat international de PCQVP en arabe, en français, en russe, en espagnol et en anglais, suscitant des réponses de la part de 44 des 51 coordinateur·rice·s nationaux·ales.

Les coordinateur·rice·s ont été interrogé·e·s sur les activités et les expériences de leur coalition au cours des 12 derniers mois afin de (i) collecter des données de référence pour faciliter le suivi de l'avancement du [plan opérationnel 2020-2022](#) du secrétariat international de PCQVP ; (ii) obtenir un aperçu de l'impact des coalitions nationales (et donc du réseau), ainsi que des progrès en vue des [résultats stratégiques de la Vision 2025](#) de PCQVP ; et (iii) contribuer à l'identification des besoins du réseau.

Conclusions

Les réponses des coordinateur·rice·s à l'enquête d'avril 2021 ont permis d'identifier les éléments suivants concernant le réseau PCQVP :

1. Les coalitions ont été mises à rude épreuve en raison de la Covid-19.

- **37 des 43 coordinateur·rice·s nationaux·ales (86 %)** ayant répondu à la question ont estimé que la **capacité de leur coalition à mener des actions de plaidoyer avait été affectée** par la pandémie de Covid-19, tandis qu'une proportion similaire a indiqué que leur coalition avait adapté son travail collectif en réponse.
- Lorsqu'il a été demandé aux coordinateur·rice·s nationaux·ales de décrire les impacts de la pandémie de Covid-19 sur la capacité de plaidoyer, ils et elles ont signalé des **impacts exclusivement négatifs**. Plus particulièrement, la capacité réduite à réunir les membres, l'impossibilité de rencontrer et de mobiliser les communautés, l'incapacité à organiser des réunions de plaidoyer et des événements publics physiques, ainsi que les effets exacerbés de la faiblesse des infrastructures de communication ont été soulevés.
- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont également signalé la **réduction des possibilités de financement** et la **suspension des processus gouvernementaux**. La pandémie de Covid-19 a entraîné la **diminution de l'efficacité du plaidoyer** en général et la **réduction de la capacité** des membres individuel·le·s de la coalition.
- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont indiqué que les coalitions s'étaient **adaptées** en adoptant une **communication virtuelle** (souvent avec un succès limité), **en réduisant les**



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

activités et en redéfinissant les stratégies. Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont également mentionné certaines innovations, notamment l'utilisation de YouTube pour les débats, des conférences de presse en ligne et des activités de lobbying virtuel. Certain·e·s ont eu le sentiment de s'être acclimaté·e·s aux méthodes de travail virtuel.

2. Malgré la pandémie de Covid-19, les coalitions ont poursuivi les activités de plaidoyer et d'organisation pour générer un effet positif.

- 37 des 44 coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu (84 %) ont estimé que leur coalition avait eu une **influence positive dans la gouvernance des ressources naturelles** au cours des 12 mois précédant l'enquête.
- En réponse aux questions sur les progrès des coalitions en vue de la réalisation des cinq résultats stratégiques de la Vision 2025 de PCQVP, les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont donné des exemples de progrès dans la promotion de **réformes systémiques, de divulgations spécifiques, d'une meilleure gouvernance, du renforcement de la position de la société civile, de la participation des femmes, des communautés, des peuples autochtones et des jeunes** à la prise de décision, ainsi que dans le renforcement du plaidoyer par la **collaboration avec les coalitions-sœurs de PCQVP**.
- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont également fait état de 30 exemples de progrès liés au **renforcement ou à la « consolidation » des coalitions**. Il s'agit notamment de restructurations de coalitions, de nouvelles stratégies, d'enregistrements officiels, de renforcement des capacités des membres et d'élargissement de l'adhésion à des fins d'inclusivité.
- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont également mentionné 41 exemples d'« impact » du plaidoyer, 28 exemples d'« influence », 32 exemples d'« accès », 34 exemples d'« activation », 22 exemples d'« intégration » et 30 exemples de « consolidation » (se reporter à l'annexe pour un résumé de tous ces types de progrès signalés par pays et par région). Ces types de progrès sont décrits ci-dessous :
 - **Impact** : changements externes tangibles auxquels le plaidoyer de la coalition a contribué, notamment les changements systémiques. L'objectif consiste à faire profiter les citoyen·ne·s de ces changements.
 - **Influence** : signes tangibles d'influence sur les décideur·se·s.
 - **Accès** : contributions de la coalition pour permettre aux femmes, aux communautés, aux peuples indigènes, aux jeunes, aux citoyen·ne·s et à la société civile d'accéder à la prise de décision.
 - **Activation** : contributions de la coalition à la participation des membres, des partenaires, de la société civile, des alli·e·s, des communautés et autres ; débats suscités ; autres activités de plaidoyer.
 - **Intégration** : dynamisation et amélioration des activités de planification commune et de plaidoyer avec les coalitions-sœurs.
 - **Consolidation** : renforcement de la coalition nationale.



3. **Malgré les restrictions, des progrès ont été réalisés pour permettre aux communautés et aux groupes marginalisés d'avoir un meilleur accès à la prise de décision.**

- La plupart des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu (31 sur 40, 78 %) ont estimé que leur coalition avait réalisé **des progrès** en vue du résultat stratégique de la Vision 2025 de PCQVP, à savoir permettre une « participation plus active des communautés, des femmes et des jeunes aux initiatives de gouvernance extractives » (résultat 4).
- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont rapporté 32 exemples de progrès en matière d'« accès », dont beaucoup sont liés à la possibilité de participation des femmes, des jeunes et des communautés.
- Certains de ces exemples reflètent **l'autonomisation des communautés, qui peuvent compter sur les données pour demander des comptes** :
 - PCQVP Indonésie a renforcé la capacité des communautés locales et des organisations de la société civile à surveiller et à signaler la déforestation résultant de l'exploitation minière dans les zones protégées ;
 - PCQVP Australie a permis aux communautés et aux groupes environnementaux touchés par les nouvelles extractions de gaz d'utiliser des données sur la transparence dans leur plaidoyer ;
 - PCQVP Zimbabwe (ZELA), en collaboration avec PCQVP Canada, a renforcé les connaissances des organisations de base sur les données relatives aux revenus.
- **Renforcement de la représentation des femmes** :
 - 11 coalitions de PCQVP ont mentionné des progrès dans le renforcement de la représentation des femmes dans les forums sur l'extraction : Azerbaïdjan, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Irak, Kirghizistan, Mali, République du Congo, Sénégal, Tunisie et Ouganda.
- **Habilitation des communautés à demander des comptes** :
 - PCQVP Togo a permis aux communautés de citer les règlements précis qui avaient été enfreints ;
 - PCQVP République du Congo a renforcé la participation des femmes au contrôle du budget, entraînant l'identification de phénomènes de corruption au niveau local ;
 - PCQVP Madagascar a permis aux membres de la communauté d'Ambanja de demander aux entreprises et aux autorités de rendre des comptes sur la pollution.
- **Déploiement de projets pour renforcer le plaidoyer communautaire** :
 - PCQVP Tanzanie a contribué à l'exécution d'un programme de renforcement des capacités de défense des intérêts communautaires, afin d'encourager le leadership et la défense des intérêts de la communauté.
 - PCQVP Mali a mis en place des groupes de travail sur les sites miniers qui comptent spécifiquement des représentant·e·s de la communauté, des jeunes et des femmes.
 - PCQVP Kirghizistan a mis en place un projet sur la participation des femmes aux prises de décision dans le secteur minier.

4. **Les coalitions ont progressé sur les systèmes de divulgation et de redevabilité.**



- 37 des 43 (86 %) coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à la question ont indiqué que leur coalition avait réalisé au moins **quelques progrès** vers la réalisation de l'objectif stratégique de la Vision 2025 de PCQVP concernant une divulgation **plus importante et de plus grande qualité** (résultat 1).
- 32 des 41 (78 %) coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à la question ont indiqué que leur coalition avait réalisé au moins **quelques progrès** afin de réaliser le résultat stratégique de la Vision 2025 de PCQVP concernant la capacité à **mieux utiliser les données divulguées pour améliorer la gouvernance** (résultat 2).
- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont mentionné **41 « impacts » liés à la sécurisation des divulgations de données, aux changements systémiques ou à l'utilisation des données pour améliorer la gouvernance**. Ils·elles ont également fait état de progrès dans l'utilisation efficace des données par les coalitions pour améliorer la gouvernance d'une manière ou d'une autre. Pour une description de ces impacts par pays, veuillez consulter l'annexe ci-dessous.
- Les impacts de la divulgation et de la gouvernance en lien avec **la transition énergétique, le consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) et la divulgation des impacts environnementaux** constituent les **lacunes** les plus notables. Si certains rapports font état de progrès dans ces domaines, ils sont relativement peu nombreux.

5. Le réseau fournit un tissu conjonctif aux défenseur·se·s. Malgré la pandémie de Covid-19, de nombreuses coalitions mènent des actions conjointes, se connectent et apprennent les unes des autres.

L'enquête a montré que les coalitions **s'informent et s'inspirent** de plus en plus de leurs actions de plaidoyer respectives par le biais de contacts bilatéraux et de canaux de communication facilités par le secrétariat international.

- **70 % (28 sur 40)** des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête ont indiqué que leur coalition avait réalisé au moins quelques progrès en vue de la réalisation de l'objectif stratégique de la Vision 2025 de PCQVP, à savoir favoriser **une plus grande participation dans des actions de plaidoyer avec d'autres coalitions** (résultat 4).
- Environ **trois quarts** des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu (31 sur 40, 77 %) ont confirmé que leur coalition avait pris part à l'**identification de priorités communes** avec d'autres coalitions au cours des 12 mois précédant l'enquête.
- Dix-huit coordinateur·rice·s nationaux·ales sur 40 (45 %) ont confirmé que leur coalition avait pris part à des **actions communes** (légère augmentation par rapport à l'enquête de 2020, bien que ce chiffre devrait être suivi sur plusieurs années pour confirmer toute tendance).
- **Trois quarts** (30 sur 40, soit 75 %) des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu à l'enquête ont également indiqué que leur coalition avait été **inspirée par d'autres coalitions de PCQVP** au cours des 12 derniers mois, tandis que 24 sur 40 (60 %) ont déclaré avoir agi différemment en conséquence (dans l'enquête de référence de 2020, ce chiffre était de 21 sur 46, soit 46 %).



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

- **18 coordinateur·rice·s nationaux·ales** ont indiqué que leur coalition avait adopté de **nouvelles approches de plaidoyer** inspirées par d'autres coalitions PCQVP, 14 ont **renforcé la mise en œuvre de l'ITIE** et 11 ont déclaré employer de **nouvelles approches techniques**.
- Les commentaires des coordinateur·rice·s nationaux·ales suggèrent que la **connectivité a été facilitée** par :
 - les **efforts bilatéraux** des coordinateur·rice·s nationaux·ales et des coalitions pour établir des liens et innover ;
 - les **réunions et la coordination régionales** facilitées par le secrétariat international, les **webinaires** en vue du partage d'informations et le **financement conjoint de projets**.
- 46 % des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu ont déclaré que leur coalition participait aux **webinaires de PCQVP** en 2020, ce chiffre passant à 80 % en 2021 (32 sur 40).
- Il existe une réelle volonté en matière de connectivité (28 sur 40, 70 %) de la part des coordinateur·rice·s nationaux·ales qui ont répondu que davantage de liens avec d'autres coalitions seraient bénéfiques en vue du plaidoyer.

6. Le réseau renforce sa connectivité à plusieurs niveaux.

Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont formulé 24 descriptions spécifiques et riches de collaborations inter-coalitions intégrant une connectivité à différents niveaux :

- des efforts **régionaux** pour identifier des opportunités de plaidoyer communes et échanger des enseignements, par exemple par PCQVP **Ukraine, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Kirghizistan** ;
- **des collaborations en matière de plaidoyer qui ont dépassé les frontières régionales**, par exemple la collaboration entre PCQVP **Madagascar et Royaume-Uni** pour obliger les entreprises à répondre de la pollution touchant les communautés malgaches ; la collaboration entre PCQVP **Kazakhstan, France et Royaume-Uni** pour la publication d'un rapport sur les coûts et les avantages de l'extraction pour le peuple kazakh qui a contribué à un débat national ;
- la collaboration par le biais de **projets conjoints financés et soutenus par le Secrétariat**, notamment la participation de PCQVP **Mozambique, Ouganda et Tanzanie** au projet de promotion de la transparence de la taxation pour les industries extractives (PETT, Promoting Extractives Tax Transparency), grâce auquel des enseignements sur l'efficacité des régimes fiscaux africains ont été diffusés ; la collaboration entre PCQVP **Guinée, Burkina Faso et Sénégal** pour viser la progression en matière d'égalité des femmes grâce à l'ITIE, dans le cadre d'un projet qui a donné lieu à des actions de plaidoyer conjointes ;
- la **coopération bilatérale**, notamment la collaboration entre PCQVP **Zimbabwe (ZELA) et PCQVP Canada** pour renforcer la capacité de la communauté à utiliser les données sur les revenus et à dénoncer les anomalies, ce qui a notamment entraîné une couverture médiatique nationale au Zimbabwe ; la pression exercée par PCQVP **États-Unis** sur le département d'État américain, en coordination avec PCQVP **Niger**, pour aider à libérer les militant·e·s nigérien·ne·s ;



- des **initiatives transnationales d'apprentissage et d'élaboration de stratégies**, par exemple la collaboration avec PCQVP **États-Unis, Australie, France, Inde, Indonésie, Malawi, Philippines, Tanzanie, Royaume-Uni, États-Unis, Zambie, Zimbabwe** dans le cadre de discussions sur les positions de PCQVP en matière de transition énergétique ;
- des **échanges de connaissances**, tels que ceux qui ont eu lieu entre PCQVP **Irak** et PCQVP **Tunisie, Liban** et **Yémen** et qui ont entraîné la modification de l'approche de PCQVP Irak en matière de plaidoyer pour la transparence des contrats. Les coalitions de PCQVP en Afrique de l'Ouest ont partagé leurs connaissances sur le renforcement des programmes destinés aux communautés. Un atelier organisé par PCQVP **Sénégal** et **France** a favorisé l'acquisition de nouvelles connaissances sur les conditions fiscales.

7. Bien que l'apprentissage ait lieu au sein du réseau, les coalitions ont besoin de plus de connaissances pour construire des théories du changement pour obtenir un impact.

- **75 % (30 sur 40)** des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu ont indiqué que leur coalition avait réalisé au moins quelques progrès en vue de la réalisation de l'objectif stratégique de la Vision 2025 de PCQVP, à savoir **progresser dans l'apprentissage et être plus à même de démontrer l'impact** (résultat 5).
- Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont indiqué qu'un meilleur **accès à l'expertise et aux connaissances** (30 sur 40, 75 %), ainsi qu'un plus grand accès au **soutien au renforcement des capacités** (28 sur 40, 70 %) seraient bénéfiques à la capacité de plaidoyer des coalitions (comme cela avait été le cas dans l'enquête précédente).
- En outre, dans l'enquête de 2021, la plupart des coordinateur·rice·s nationaux·ales ont déclaré que leur coalition **tirerait avantage d'une meilleure connaissance de la création de théories du changement et de stratégies de plaidoyer** (28 sur 40, 70 %), **de la mesure et du suivi des progrès** (28 sur 40, 70 %), **des récits d'autres coalitions sur les actions entreprises pour faire évoluer les choses** (28 sur 40, 70 %) et **des informations sur le soutien que peuvent apporter les communications publiques en vue du plaidoyer** (28 sur 40, 70 %).
- Certain·e·s coordinateur·rice·s nationaux·ales ont également évoqué spontanément leur besoin de soutien pour reconfigurer les coalitions sur le plan stratégique afin d'atteindre une efficacité optimale.

8. Davantage de coalitions disposent d'une connaissance suffisante des mécanismes des droits humains pour protéger l'espace civique, mais la plupart se sentent encore insuffisamment informées alors que les menaces contre l'espace civique sont en recrudescence.

- **De plus en plus de coordinateur·rice·s nationaux·ales font état de menaces pour l'espace civique** dans leur pays, tandis que la plupart d'entre eux·elles indiquent également que leur coalition n'est pas suffisamment informée sur les moyens de se protéger.
- Il s'agit d'un défi à long terme pour le réseau : l'enquête de référence de 2020 a montré que les coalitions portaient d'un faible niveau de connaissances sur la protection de l'espace



civique, tandis que la stratégie du secrétariat international consistant à résoudre certains de ces problèmes a moins d'un an. Cependant, malgré une période difficile, une amélioration du nombre de coordinateur·rice·s nationaux·ales qui déclare avoir une connaissance suffisante des mécanismes des droits humains en particulier est à noter. Les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont également été plus nombreux·ses qu'auparavant à estimer que le secrétariat international avait contribué à renforcer leurs connaissances sur la protection de l'espace civique.

- **Deux tiers des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu ont fait état de menaces pour l'espace civique** dans leur pays (la moitié des coordinateur·rice·s nationaux·ales ont fait ce constat dans l'enquête de 2020).
- Comme en 2020, la plupart des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu ont également estimé que leur coalition n'était **pas suffisamment informée** sur la manière de faire face aux menaces pesant sur l'espace civique.
- **67 % (27 sur 40)** des coordinateur·rice·s nationaux·ales ayant répondu estiment que leur coalition n'est **pas suffisamment informée des outils/mécanismes permettant de demander une protection** en cas d'attaques contre des militant·e·s ; **65 % (26 sur 40)** sont du même avis concernant les outils/mécanismes pour atténuer les menaces de violations des droits humains.
- Cependant, **les coordinateur·rice·s nationaux·ales ont été plus nombreux·ses qu'auparavant à estimer que leur coalition était suffisamment informée** des canaux et des mécanismes (organes régionaux des droits humains, mécanismes des droits humains de l'ONU, protocole relatif à la société civile de l'ITIE, etc.) permettant de revendiquer les droits humains (15 sur 40, soit 37,5 %, ont jugé être suffisamment informé·e·s en 2021, contre 10 sur 46, soit 22 %, en 2020).
- **17 coordinateur·rice·s nationaux·ales sur 40 (42 %)** ont estimé que le **secrétariat international de PCQVP avait contribué à la compréhension de leur coalition nationale des moyens d'atténuer/de réagir** aux menaces pesant sur les droits de la personne/l'espace civique.

9. La représentation des femmes au sein des organes de gouvernance de la coalition nationale demeure inchangée depuis l'enquête précédente.

- Au cours de la première année de la stratégie Vision 2025, la **représentation des femmes au sein des organes de gouvernance des coalitions nationales reste inchangée** : 35 % des membres du Comité de pilotage/Conseil d'administration étaient des femmes dans les enquêtes de 2020 et 2021, **les hommes continuent d'être environ deux fois plus nombreux que les femmes**.
- La proportion de membres de la coalition composée d'organisations et de réseaux de femmes, de jeunes et de peuples autochtones reste similaire à celle de 2020.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

10. Il est important de mieux comprendre comment, et si les progrès en matière de plaidoyer favorisent le changement.

- Une grande partie du plaidoyer du réseau se concentre sur les résultats de la transparence et les impacts liés à **de meilleures divulgations et à des systèmes de gouvernance renforcés**. Plus d'informations et de connaissances (au-delà de l'enquête) doivent être recueillies et diffusées à partir du réseau sur la façon dont les améliorations des divulgations et des systèmes de responsabilité conduisent à des changements dans la gouvernance, qui créent des avantages pour les citoyen·ne·s, afin d'informer les approches et la théorie du changement du réseau.
- Une collecte de données et un apprentissage supplémentaires, par exemple par le biais d'histoires de changement, peuvent également permettre au réseau de **comprendre comment l'accès à la prise de décision des groupes entraîne des changements** et des avantages pour ces groupes.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Annexe : contributions des coalitions aux progrès réalisés en 2020, telles que rapportées par les coordinateur·rice·s nationaux·ales

(Enquête auprès des coordinateur·rice·s nationaux·ales PCQVP 2021)

ASIE PACIFIQUE

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	PROGRÈS AUXQUELS LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
Australie	ACCÈS	Les communautés ont eu la possibilité d'exprimer leurs préoccupations concernant les réformes minières directement au gouvernement et aux médias.
	ACTIVATION	Les communautés et les groupes environnementaux australiens touchés par les nouvelles extractions de gaz ont pu utiliser des données et des recherches sur la transparence dans leur plaidoyer.
	IMPACT	De plus grandes informations financières ont été divulguées par trois sociétés australiennes cotées en bourse.
	INFLUENCE	Le parti de l'opposition s'engage à nouveau en faveur de l'ITIE et de la divulgation obligatoire.
	INTÉGRATION	Collaboration avec MATA au Myanmar pour mener des recherches et des actions de sensibilisation conjointes sur la base de stratégies communes. Membre de MATA en stage auprès de la coalition PCQVP Australie. Élaboration d'une proposition de financement conjointe.
Inde	ACTIVATION	Renforcement de la visibilité de la coalition par le biais des médias, de la société civile, de l'établissement de relations avec les journalistes et de l'expression des préoccupations concernant les réformes minières proposées.
	CONSOLIDATION	Apprentissage mutuel entre les membres grâce aux discussions et aux échanges au sein de la coalition.
Indonésie	ACCÈS	Malgré les défis politiques, des conversations soutenues de la société civile (avec le gouvernement, etc.) sur une série de réformes en matière de transparence et de gouvernance ont eu lieu.
	ACTIVATION	Suivi des modifications des lois sur les ressources naturelles.
	ACTIVATION	La visibilité des luttes face à l'extraction, comme à Kendeng, a été renforcée auprès des jeunes grâce au film qui a remporté le prix national indonésien du meilleur documentaire.
	ACTIVATION	Renforcement de la capacité des communautés locales et des organisations de la société civile (OSC) à surveiller et à signaler la déforestation résultant de l'exploitation minière dans les zones protégées.
	IMPACT	Renforcement de l'accès et de la diffusion des données sur les industries extractives et l'ITIE grâce à de nouvelles plates-formes publiques établies par le gouvernement.
Papouasie-Nouvelle Guinée	ACCÈS	L'enregistrement formel du groupe de coalition auprès du groupe multipartite de l'ITIE et l'approbation d'une feuille de route nationale contribuent à renforcer la plate-forme des OSC au sein du groupe multipartite.
	ACCÈS	Défense de l'espace civique au sein de l'ITIE.
	IMPACT	Mise en œuvre de la loi en matière de marchés publics (Procurement Act).
	ACTIVATION	Mise en place d'un suivi des progrès nationaux en matière de gouvernance extractive/corruption.
	INTÉGRATION	Collaboration avec d'autres coalitions pour établir les priorités.
	INFLUENCE	Rédaction d'une loi sur l'ITIE.
	INFLUENCE	Présentation d'une loi sur les dénonciateur·rice·s.

AFRIQUE DE L'OUEST ANGLOPHONE

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	RÉSULTAT SPÉCIFIQUE OU EXEMPLE DE PROGRÈS AUQUEL LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
Ghana	ACTIVATION	Formation de militant·e·s communautaires. Renforcement des connaissances communautaires.
	CONSOLIDATION	Leçons tirées de l'action de plaidoyer ghanéenne grâce à la collaboration avec le Columbia Centre (États-Unis), qui a entrepris une analyse de l'économie politique du secteur extractif ghanéen et réfléchi aux campagnes de la coalition.
	IMPACT (NON SPÉCIFIQUE)	Réformes dans les secteurs minier et pétrolier affectées (pas de précision).
	INFLUENCE	Rédaction d'une loi sur l'ITIE.
	INTÉGRATION	Collaboration avec des groupes internationaux, notamment le Réseau africain et mondial pour la justice fiscale, Transparency International et NRGI.
Nigeria	ACCÈS	Les représentant·e·s de la communauté ont pris part à des dialogues nationaux avec les ministères du gouvernement pour résoudre les conflits sur le nettoyage du pays Ogoni et d'autres questions environnementales.



**PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ**

	ACTIVATION	Collaboration avec des partenaires internationaux, notamment le Partenariat pour un gouvernement ouvert, le Réseau pour la transparence des contrats, NEITI, CORDAID, pour faire avancer le nettoyage du pays Ogoni.
	ACTIVATION	Renforcement des connaissances communautaires du peuple Eshira dans 6 états.
	CONSOLIDATION	Restructuration et repositionnement de la coalition. Renforcement des plates-formes de plaidoyer.
	CONSOLIDATION	Organisation régulière de réunions d'apprentissage virtuelles.
	IMPACT (NON SPÉCIFIQUE)	Amélioration de la transparence et de la gouvernance dans le secteur extractif (NON SPÉCIFIQUE) grâce à l'utilisation des données publiées par l'ITIEN et d'autres organismes gouvernementaux.
Sierra Leone	INFLUENCE ou IMPACT : NON SPÉCIFIQUE	« Nous avons obtenu la divulgation des informations par le Parlement, les autorités locales et les conseils locaux. »

AFRIQUE CENTRALE

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	RÉSULTAT SPÉCIFIQUE OU EXEMPLE DE PROGRÈS AUQUEL LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
République du Congo	ACCÈS	Établissement d'un partenariat avec le ministère de la Santé pour le suivi des budgets de santé.
	ACCÈS	Renforcement de la participation des jeunes femmes aux programmes de la coalition. Recrutement de plusieurs femmes pour diriger les programmes de la coalition au niveau du Secrétariat. Renforcement de la participation des femmes aux mécanismes de suivi budgétaire, permettant l'identification de la corruption dans les localités. Renforcement de la participation des femmes à l'ITIE du Congo.
	ACCÈS	Possibilité pour les communautés de contribuer aux révisions des codes miniers et relatifs aux hydrocarbures.
	CONSOLIDATION	Apprentissage stratégique par la coalition concernant le contexte plus large du manque de bénéfices de l'extraction pétrolière dans le pays, menant à un appel à la diversification et à la fin de l'extraction pétrolière, en particulier compte tenu du rôle du Congo dans la protection des forêts du bassin du Congo. La coalition a également appris que les lois ne sont pas appliquées et que la protection de l'espace civique est une condition préalable à l'obtention de changements et donc une priorité de la coalition, d'où les partenariats avec des organisations de défense des droits de la personne telles qu'ISHR et Transparency International.
	IMPACT	Divulgation des revenus forestiers.
	INFLUENCE	Mise à jour des informations sur la divulgation des revenus via le rapport ITIE par le gouvernement.
	INTÉGRATION	Renforcement du plaidoyer sur la responsabilité forestière (et d'autres domaines) par le biais d'une stratégie commune, d'un partage de la recherche, de positions, d'actions et d'un plaidoyer communs, d'une coordination et de partenariats avec des organisations communautaires, des ONG et des réseaux locaux et nationaux, ainsi qu'avec des organisations régionales (FODER-CAMEROUN, Licoco-RDC, Transparency International Cameroun) et internationales (FERN, WRI, TI, etc.

EUROPE ET AMÉRIQUE DU NORD

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	RÉSULTAT SPÉCIFIQUE OU EXEMPLE DE PROGRÈS AUQUEL LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
Canada	ACCÈS	Formulation d'une recommandation au gouvernement canadien sur les divulgations financières liées au climat.
	ACCÈS	Amélioration de l'accessibilité des données via un portail en ligne.
	ACTIVATION	Élaboration du guide des OSC sur les données relatives aux paiements de revenus du Canada (via l'ESTMA) pour permettre aux militant-e-s (au niveau national et mondial) d'utiliser les données.
	ACTIVATION	Collaboration avec PCQVP Zimbabwe/ZELA sur une campagne médiatique internationale visant à mettre en évidence les écarts entre les données communautaires et les données sur les paiements communiquées au gouvernement canadien.
	ACTIVATION	Collaboration avec PCQVP États-Unis pour soumettre une étude de cas de plaidoyer à la SEC américaine pour renforcer la règle 1504, dans le cadre d'une collaboration dirigée par PCQVP États-Unis avec des contributions de plusieurs coalitions PCQVP.
	CONSOLIDATION	Amélioration de l'outil de suivi et d'évaluation pour mesurer/suivre plus régulièrement les performances de la coalition en matière de propriété réelle, intégré davantage dans le projet.
	IMPACT	Le gouvernement fédéral a annoncé la création d'un registre des bénéficiaires réel-le-s accessible au public d'ici 2025.
	IMPACT	Le gouvernement provincial (Québec) annonce une obligation de divulgation de la propriété réelle.
	INFLUENCE	Le gouvernement provincial annonce une consultation sur la divulgation de la propriété réelle (Colombie-Britannique).



PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ

	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP États-Unis, Australie, France, Inde, Indonésie, Malawi, Philippines, Tanzanie, Royaume-Uni, États-Unis, Zambie, Zimbabwe, lors de discussions sur le travail de PCQVP en matière de transitions énergétiques.
France	INFLUENCE	Divulgarion des contrats de nouveau soutenue par deux entreprises françaises.
	INTÉGRATION	Collaboration avec les coalitions de PCQVP en Ouganda, en Tanzanie, au Mozambique, au Kenya, en Australie, au Mali et au Sénégal pour l'analyse des données.
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP Sénégal pour un atelier sur les conditions fiscales des contrats.
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP Kazakhstan et Royaume-Uni sur les avantages et les coûts de l'extraction au Kazakhstan par la publication d'un rapport conjoint.
Royaume-Uni	ACCÈS	Possibilité de participation des communautés touchées par l'extraction du pétrole au processus ITIE.
	ACCÈS	Ouverture du dialogue avec le gouvernement sur la transition climatique.
	CONSOLIDATION	Enregistrement de la coalition en tant qu'organisme de bienfaisance, permettant la levée de fonds. Renforcement de la coalition britannique anti-corruption par la participation de PCQVP à la coalition.
	CONSOLIDATION	Renforcement de la capacité des membres de la coalition à utiliser les données.
	IMPACT	Des entreprises ayant leur siège au Royaume-Uni divulguent des paiements dans les pays partenaires de la coalition PCQVP.
	INFLUENCE	Engagement du gouvernement britannique à améliorer le système de déclaration des paiements.
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP Liban en vue d'un atelier sur le plaidoyer fondé sur les données.
	INTÉGRATION	Collaboration avec le secrétariat de PCQVP et PCQVP France sur les soumissions en vue de la consultation de l'UE sur les rapports non financiers.
ÉTATS-UNIS	INTÉGRATION /ACTIVATION	Collaboration avec PCQVP Kazakhstan et d'autres organisations à l'élaboration d'un rapport sur les coûts et les avantages de l'extraction nationale de pétrole et de gaz.
	ACCÈS	Renforcement des relations avec les cibles.
	ACTIVATION	Collaboration avec les partenaires de l'UE pour apporter un soutien ad hoc à la directive sur les rapports non financiers.
	CONSOLIDATION	Élaboration d'une nouvelle stratégie et reprise de l'adhésion.
	INFLUENCE	Renforcement de la règle de divulgation des informations sur les activités extractives, en attente de finalisation.
	INTÉGRATION	Collaboration avec des collègues au Niger pour coordonner notre plaidoyer auprès des autorités américaines avec les collègues nigérien-ne-s de PCQVP qui plaident pour la libération des militant-e-s.

AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	RÉSULTAT SPÉCIFIQUE OU EXEMPLE DE PROGRÈS AUQUEL LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
Kenya	ACCÈS	Défense/extension de l'espace civique au sein de l'ITIE/extension générale du pouvoir au sein de la gouvernance des industries extractives/renforcement du processus ITIE.
	ACCÈS	Possibilité pour les communautés de participer aux conversations au niveau national.
	ACTIVATION	Utilisations des divulgations provenant du gouvernement pour dialoguer avec le parlement et d'autres décideur-se-s.
	CONSOLIDATION	Le MEL est devenu crucial pendant la campagne de Covid-19 et la KCPOG a réussi à mieux saisir les résultats.
	IMPACT (NON SPÉCIFIQUE)	Divulgation supplémentaire sur les opérations minières (pas plus d'informations).
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP Tanzanie pour co-organiser un atelier régional en Afrique de l'Est.
Madagascar	ACCÈS	Défense/extension de l'espace civique au sein de l'ITIE
	ACTIVATION	Création d'un débat national sur les impacts de la pollution sur les communautés, fondé sur le recueil, l'analyse et la publication de données. Publication des données sur les rejets environnementaux par les sociétés minières.
	CONSOLIDATION	Refonte de la stratégie, restructuration de la coalition, amélioration du mode de fonctionnement et définition d'objectifs plus réalistes, alignés sur la stratégie plus vaste de PCQVP.
	INFLUENCE	Les sociétés minières sont contraintes de répondre aux préoccupations de la communauté en matière de pollution en réponse au plaidoyer et à l'utilisation des données divulguées. Les membres de la communauté sont en mesure de demander des comptes.
	INFLUENCE	Les révisions de la fiscalité et des autorisations minières sont assurées par les révisions du projet de code minier.
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP-Royaume-Uni et ALT-Royaume-uni sur des actions et des recherches communes ; le Royaume-Uni a fourni une analyse scientifique de l'eau contaminée pour compléter le travail de sensibilisation des communautés malgaches.
Malawi	ACCÈS	Possibilité pour les représentant-e-s communautaires de participer aux auditions parlementaires.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

	CONSOLIDATION	Renforcement du plaidoyer stratégique de la coalition avec l'aide du secrétariat international.
	CONSOLIDATION	Apprentissage cumulatif des membres via les informations diffusées au sein du réseau.
	INFLUENCE	Obtention d'engagements de la part du gouvernement sur les réformes institutionnelles du secteur, sur la base de l'utilisation des données contenues dans les rapports de la MWEITI : en particulier, sur les recommandations du rapport.
	INFLUENCE	Réponse du gouvernement pour lutter contre la corruption dans le processus d'octroi de licences.
Mozambique	CONSOLIDATION	Processus de suivi, d'apprentissage et d'évaluation et intégration d'un consultant au projet PETT pour saisir l'impact de nos actions de plaidoyer.
	IMPACT	Modification des flux de recettes fiscales vers les municipalités.
	IMPACT	Modification des dispositions fiscales en vue de la justice fiscale.
	INFLUENCE	Le gouvernement est incité à envisager la création d'un fonds souverain selon une proposition technique de PCQVP Mozambique qui articule les hypothèses et les projections des revenus du gaz du bassin de Rovuma. Les petites entreprises critiquent les exonérations fiscales accordées aux multinationales sur la base de l'analyse de la coalition, les petites entreprises rejoignent la coalition en faveur d'un fonds souverain.
	INFLUENCE	Publication des rapports de l'ITIE et des données.
	INTÉGRATION	Collaboration entre le Mozambique, l'Ouganda et la Tanzanie par le biais du projet PETT pour discuter et socialiser la recherche sur l'efficacité des régimes fiscaux africains, diffusée par le biais des indabas.
Afrique du Sud	ACCÈS	Possibilité pour les communautés d'exprimer leurs demandes directement aux entreprises/autorités.
	CONSOLIDATION	Mobilisation et formation des membres de PCQVP malgré les crises liées à la C19.
	CONSOLIDATION	Mise en place d'un plan pour collecter les données sur le progrès/l'impact.
	INFLUENCE	Renforcement du projet de politique minière.
Soudan du Sud	INFLUENCE	Le gouvernement commence à répondre aux problèmes environnementaux liés aux déversements de pétrole.
Tanzanie	ACTIVATION	Mise en place d'un programme de renforcement des capacités communautaires de plaidoyer (ESKi) afin d'encourager le leadership communautaire pour influencer les politiques et favoriser un plaidoyer communautaire axé sur la demande.
	IMPACT	Le gouvernement confirme le renforcement de la contribution fiscale de la société minière d'État (STAMICO), en partie en réponse au plaidoyer à long terme de la coalition en faveur d'une augmentation des contributions, selon l'analyse des données divulguées par la coalition.
	IMPACT	Nouvelles exigences sur la divulgation de la propriété réelle par le biais de changements dans la loi.
	INFLUENCE	Les députés demandent des comptes sur les conditions financières et les détails du nouvel accord sur l'or, à la suite du plaidoyer et de l'analyse des données par la coalition. Les ministres et les députés (et d'autres) répondent aux questions de gouvernance des industries extractives par le biais de la chaîne YouTube « Hoja Yako Mezani » (Extractive Insights) hébergée par la coalition.
	INFLUENCE	Registre de la propriété réelle pour les entreprises extractives engagées vis-à-vis de l'ITIE et des agences gouvernementales.
Ouganda	ACCÈS	Défense/extension de l'espace civique au sein de l'ITIE/extension générale du pouvoir au sein de la gouvernance des industries extractives/renforcement du processus ITIE.
	ACCÈS	Inclusion des femmes et des jeunes dans les réunions de plaidoyer du gouvernement.
	ACTIVATION	Publication de l'analyse de l'efficacité du régime fiscal du pétrole et du gaz en Ouganda, utilisée à des fins de plaidoyer.
	ACTIVATION	Publication de l'analyse du rôle et du niveau de participation des femmes dans l'allocation des revenus des industries extractives dans la région Karamoja.
	INFLUENCE	Retour du gouvernement au sein du processus ITIE/relance de la candidature à l'ITIE/adhésion à l'ITIE.
	INFLUENCE	Le gouvernement accepte de publier certains contrats.
Zambie	ACTIVATION	Les communautés sont informées des problèmes par le biais des indabas nationales, provinciales, de district et de village.
	CONSOLIDATION	Documentation de l'impact et des preuves de plaidoyer.
	INFLUENCE	Élaboration d'une loi sur l'ITIE.
	INTÉGRATION	Collaboration avec le Malawi et le Mozambique pour compiler les recherches et convenir de stratégies dans le cadre du projet de plaidoyer OSISA.
Zimbabwe	ACTIVATION	Renforcement des connaissances des membres de la communauté et des organisations de base sur les données relatives aux revenus au Zimbabwe (contribution du Canada). Habilitation de la communauté à surveiller les données sur les revenus miniers et les droits de l'ITIE.
	CONSOLIDATION	Élargissement de l'adhésion à la coalition pour inclure davantage d'organisations communautaires des communautés minières (8 de plus).



PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ

		Élargissement de l'adhésion à la coalition pour inclure les communautés affectées par d'autres extractions minières que les diamants ou le granite (charbon, platine, chrome, or).
	IMPACT	Rétablissement partiel des systèmes de partage des bénéfices communautaires. Contribution au rétablissement partiel des systèmes de partage des bénéfices en utilisant diverses approches de plaidoyer, ainsi que des données sur les systèmes de partage des revenus et d'autres données pour influencer le rétablissement.
	IMPACT	Publication des rapports financiers par la société nationale d'extraction de diamants.

EURASIE

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	RÉSULTAT SPÉCIFIQUE OU EXEMPLE DE PROGRÈS AUQUEL LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
Azerbaïdjan	ACTIVATION	Renforcement des capacités sur les nouvelles normes de l'ITIE et d'autres questions de gouvernance des ressources naturelles mené avec les membres de la coalition et le public.
	CONSOLIDATION	Renforcement de la participation des communautés, des femmes et des jeunes à la coalition.
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP Ukraine, Azerbaïdjan, Kazakhstan et Kirghizistan pour identifier les opportunités de plaidoyer communes, échanger les apprentissages et les points de vue.
Kazakhstan	CONSOLIDATION	Apprentissage suite à l'évaluation d'un projet au Kazakhstan : https://drive.google.com/file/d/1A3rxYZKaLKaafDTRLahf3SeLdTut6Jb/view?usp=sharing
	ACTIVATION	Gain de visibilité des coûts et des bénéfices de l'extraction pétrolière et gazière, création d'un débat national fondé sur les recherches/données.
Kirghizistan	ACTIVATION	Projet visant à favoriser la participation des femmes à la prise de décision au sein du secteur minier.
Tadjikistan	IMPACT	Liste des licences minières accessibles via un portail public unique.
Ukraine	IMPACT	Divulgaration des informations sur la responsabilité sociale et d'entreprises par les sociétés.
	IMPACT	Divulgaration des données sur la ventilation par sexe et des contributions pro-environnementales dans le rapport de l'ITIE.
	IMPACT	Pertes pour les budgets locaux résultant de la fiscalité préférentielle démontrées par l'analyse des données, entraînant un changement : « Résolution du problème de la fiscalité préférentielle ».

AFRIQUE DE L'OUEST FRANCOPHONE

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	RÉSULTAT SPÉCIFIQUE OU EXEMPLE DE PROGRÈS AUQUEL LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
Burkina Faso	ACCÈS	Renforcement de la participation des entreprises et du gouvernement à l'ITIE.
	ACCÈS	Possibilité pour les représentant-e-s des communautés de participer aux débats nationaux (dans la capitale).
	ACTIVATION	Établissement d'un débat public sur la gouvernance du secteur minier sur la base des données et des recherches de la coalition.
	ACTIVATION	Lancement d'une campagne de plaidoyer pour récupérer l'argent dû au Fonds minier de développement local qui n'a pas été payé par les sociétés minières.
	ACTIVATION	Lancement d'une campagne de plaidoyer pour la prise en compte du genre dans l'utilisation du Fonds de développement local minier.
	CONSOLIDATION	La coalition a saisi les impacts du plaidoyer à long terme et l'apprentissage sur la création d'une législation sur le développement minier local, les fonds et la distribution par le biais d'une histoire de changement.
Côte d'Ivoire	ACTIVATION	Création de comités de surveillance citoyens dans les communautés minières, afin de suivre les finances des comités locaux de développement minier, sur la base des informations de suivi divulguées par les entreprises et le gouvernement.
	ACCÈS	Garantie de l'inclusion des communautés, des femmes et des jeunes dans les cellules de veille citoyenne.
	CONSOLIDATION	Regroupement des membres de la coalition pour se poser en principal porte-parole sur les problèmes.
	CONSOLIDATION	Étude de l'impact/des résultats de l'ITIE en Côte d'Ivoire par la coalition.
	IMPACT	Divulgaration des contrats en réponse au rapport de PCQVP Mali sur l'accessibilité des données à partir des données recueillies sur le site Web du ministère des Mines.
	IMPACT	Création d'une loi sur l'accès à l'information et d'une commission.
	IMPACT	Publication systématique des états financiers des entreprises publiques par le biais d'un nouveau portail Internet.
	IMPACT	Nouvelles divulgations au sein de l'ITIE (données sur les comités locaux de développement minier, données sur le fonds de développement minier).
INTÉGRATION	Collaboration avec la coalition guinéenne sur des actions et des recherches conjointes sur les réformes et les politiques en matière de compensation communautaire et de réinstallation.	



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

Gabon	ACCÈS	Nomination de femmes pour représenter la société civile au sein du groupe multipartite de l'ITIE.
	INFLUENCE	Retour du gouvernement au sein du processus ITIE/relance de la candidature à l'ITIE/adhésion à l'ITIE.
Guinée	ACCÈS	Atteinte de la parité hommes-femmes au sein du groupe multipartite de l'ITIE.
	ACCÈS	Intégration des jeunes au sein du groupe multipartite de l'ITIE.
	IMPACT	Affectation de fonds pour les femmes à la suite des révisions du code minier, à prélever sur les fonds de développement minier.
	INFLUENCE	Progrès sur les « sanctions » de l'ITIE grâce à la collaboration avec le groupe multipartite de l'ITIE.
Guinée Bissau	ACTIVATION	Exécution d'un projet ayant renforcé les membres de la coalition et ses relations avec les communautés locales.
Mali	ACCÈS	Renforcement de l'engagement avec le secteur privé. Renforcement des relations avec les sociétés minières.
	ACTIVATION	Établissement de groupes de travail sur les sites miniers, composés de représentant.e.s de la communauté, des jeunes et des femmes.
	IMPACT	Renforcement de la mise en œuvre de l'ITIE, des dispositions relatives au fonds de développement local et du code minier.
	IMPACT	Publication des contrats (aucune autre information).
	INFLUENCE	Publication du rapport de l'ITIE.
Mauritanie	ACCÈS	Inclusion des communautés dans le plan d'action ITIE.
	ACTIVATION	Publication de données pertinentes sur les réseaux sociaux.
	IMPACT	Établissement de la loi sur les biens immobiliers.
	IMPACT	Mise en œuvre de la divulgation systématique des propriétaires réels par le biais de l'ITIE.
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP Sénégal pour mener un plaidoyer commun sur les droits des communautés.
Niger	ACTIVATION	Autonomisation des communautés à comprendre les obligations légales des sociétés minières.
	IMPACT	Divulgation des données d'une société minière.
	INFLUENCE	Changements dans les termes législatifs (non spécifiés).
	INTÉGRATION	Collaboration avec les coalitions francophones de PCQVP dans le cadre d'une campagne commune sur les programmes de prestations locales.
Sénégal	ACCÈS	Défense/extension de l'espace civique au sein de l'ITIE/extension générale du pouvoir au sein de la gouvernance des industries extractives/renforcement du processus ITIE.
	ACCÈS	Atteinte de la parité hommes-femmes dans la représentation de la société civile au sein du groupe multipartite de l'ITIE. Renforcement de la participation des associations de jeunes et de femmes aux forums communautaires sur les industries extractives.
	CONSOLIDATION	Regroupement des membres de la coalition pour se poser en principal porte-parole sur les problèmes.
	CONSOLIDATION	Évaluation systématique menée à la fin de chaque projet de coalition.
	IMPACT	Établissement d'un registre des bénéficiaires réel-le-s.
	IMPACT	Publication des données sur l'emploi dans les industries extractives.
	IMPACT	Publication systématique des contrats entre l'État et les sociétés d'exploitation.
	IMPACT	Meilleure réponse de l'État (non spécifique) aux questions environnementales grâce à l'utilisation d'études d'impact environnemental et social.
	INTÉGRATION	Collaboration avec la Guinée et le Burkina Faso pour mener des actions de plaidoyer au niveau 3 dans le cadre du projet conjoint « Genre et ITIE ».
Togo	ACCÈS	Défense/extension de l'espace civique au sein de l'ITIE/extension générale du pouvoir au sein de la gouvernance des industries extractives/renforcement du processus ITIE.
	ACTIVATION	Les communautés ont pu citer les règlements précis qui avaient été enfreints.
	IMPACT	Adoption de la loi sur la déclaration de patrimoine des fonctionnaires.
	IMPACT	Publication des comptes de la société pétrolière d'État.
	IMPACT	Concessions de la part des autorités et des entreprises en réponse au renforcement des capacités de plaidoyer des communautés.
	INFLUENCE	Les données de l'ITIE ont permis d'identifier de grandes disparités dans les paiements des sociétés minières, ce qui a entraîné un « réajustement du système de contrôle de l'OTR ».
	INFLUENCE	Retour du gouvernement au sein du processus de l'ITIE.



PUBLIEZ CE QUE
VOUS PAYEZ

		Approbation du plan stratégique 2021-25 de l'ITIE et du plan de travail 2021 par le groupe multipartite sous la direction de PCQVP Togo.
--	--	--

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

PAYS	TYPE DE PROGRÈS	RÉSULTAT SPÉCIFIQUE OU EXEMPLE DE PROGRÈS AUQUEL LA COALITION NATIONALE A CONTRIBUÉ
Irak	ACCÈS	Possibilité pour les femmes et les jeunes des régions de participer au renforcement des capacités, au plaidoyer et aux débats publics sur la GE (pour la première fois), permettant de contribuer aux décisions du gouvernement concernant les dépenses de recettes.
	CONSOLIDATION	Renforcement du rôle de la coalition dans la gouvernance des industries extractives en général.
	CONSOLIDATION	Intégration des étudiant-e-s et chercheur-se-s aux activités de la coalition.
	IMPACT	Maintien de la publication mensuelle des exportations de pétrole brut malgré les tentatives d'opposition du gouvernement.
	IMPACT	Empêchement du gouvernement d'affaiblir la représentation de la société civile à l'ITIE et de mettre fin au mandat du groupe multipartite avant la fin de son mandat normal.
	INTÉGRATION	Collaboration avec PCQVP Irak, Liban, Tunisie, Yémen, pour identifier les opportunités de plaidoyer commun, échanger les apprentissages et les perspectives. Clarification de la stratégie de la coalition à la lumière de l'expérience tunisienne de transparence des contrats.
Liban	ACTIVATION	Utilisation des données émises par les autorités pour mettre au défi le gouvernement libanais d'adopter une approche plus transparente dans la gestion de la crise liée aux déversements de pétrole.
	CONSOLIDATION	Finalisation des directives destinées aux collèges du groupe multipartite des OSC de l'ITIE, lancement officiel de la coalition.
Tunisie	CONSOLIDATION	Élargissement de la coalition pour inclure de nouvelles régions et de nouveaux-elles membres, notamment des ONG de jeunes et de femmes.
	IMPACT	Divulgaration des données sur le transport des ressources minières, la dette des sociétés pétrolières et les dépenses de responsabilité sociale des entreprises.
	INTÉGRATION	Collaboration avec les coalitions irakienne et libanaise pour partager les enseignements tirés de l'expérience tunisienne en matière de divulgation des contrats.
Yémen	ACTIVATION	Renforcement de l'information des organisations de jeunes sur la responsabilité extractive.
	CONSOLIDATION	Adhésion d'organisations de jeunes à la coalition.

Remarque : il n'a pas été demandé aux coordinateur-riche-s nationaux-ales de classer leurs réponses en fonction des critères d'impact, d'influence, d'accès, etc. cités ci-dessus. Ces critères sont plutôt apparus dans l'analyse en réponse aux différents types de progrès exprimés. Les progrès détaillés par un.e CN peuvent avoir inclus des combinaisons d'influence, d'impact, etc., mais nous avons essayé de classer les progrès de manière aussi pertinente que possible. Il est impossible, en l'absence de processus supplémentaire, de mesurer ou de prouver le niveau de contribution des coalitions nationales.